

Présentation de l'atelier CONFIDENCE

“Les acteurs locaux face à un accident nucléaire et ses conséquences : quelles ressources pour comprendre et agir face à la complexité et l'incertitude ?”

Stéphane Baudé (Mutadis)
Réunion du GPPA, 3 octobre 2018

Le projet de recherche européen CONFIDENCE (2017-2019)

- **Objectif** : améliorer la gestion des incertitudes dans les phases d'urgence et de transition (jusqu'à 1 an après l'accident) dans la perspective d'une meilleure protection des populations affectées par un accident nucléaire et ses conséquences
- Différents volets
 - Techniques : gestion de l'incertitude dans la modélisation et les outils de simulation, système d'aide à la décision
 - Concernant les aspects sociaux, décisionnels et de gouvernance : gestion de la phase de transition en impliquant les parties prenantes, aspects sociaux, éthiques et de communication

Un travail partant du point de vue des acteurs locaux

- Un module de travail sur les conditions dans lesquelles les acteurs locaux construisent leurs choix :
 - en vue de reconstruire des conditions de vie dignes (sur le territoire contaminé ou ailleurs) ;
 - en prenant en compte les incertitudes et la complexité liées à une situation d'urgence nucléaire et de post-urgence (jusqu'à 1 an après l'accident)
- Un travail avec les acteurs directement concernés : acteurs locaux, experts institutionnels et non-institutionnels, autorités
- 4 ateliers nationaux en France, Norvège, Slovaquie et au Portugal utilisant une méthodologie spécifique

Les objectifs de l'atelier français (20 novembre 2018)

- Titre : Les acteurs locaux face à un accident nucléaire et ses conséquences : quelles ressources pour comprendre et agir face à la complexité et l'incertitude ?
- Objectifs :
 - Donner à voir la complexité de situations d'urgence et de post-accident sur la base du REX Fukushima.
 - Faciliter l'identification et la discussion des questions auxquelles les acteurs locaux doivent faire face, les incertitudes, comment les gérer
 - Faciliter la discussion autour des stratégies de gestion de l'urgence et post-urgence dans le contexte français, autour de la question de la capacité des acteurs locaux à prendre des décisions pour agir individuellement et ensemble dans des conditions incertaines.

Participants et organisation de l'atelier

■ Participants invités :

- Représentants de la société civile (Membres de CLI et de l'ANCCLI, associations, élus locaux, étudiants)
- IRSN, ASN
- Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité civile

■ Organisation :

- Atelier sur une journée, le 20 novembre 2018, en région parisienne
- Sessions plénières et sessions de travail par groupes

Méthode (1/4)

- Une session introductive sur les enjeux d'une situation d'urgence et de post-urgence tels qu'ils se présentent aux acteurs locaux d'après le REX de Fukushima
- Travail par groupes sur la base d'études de cas issues du contexte de Fukushima
- Rôle des études de cas :
 - Illustrer la complexité d'une situation d'urgence et post-urgence
 - Aider les participants à imaginer les questions qui se poseraient en France, à identifier les incertitudes auxquelles les acteurs locaux sont confrontés et les possibilités pour les gérer
 - Servir de support à la discussion sur les stratégies de gestion d'urgence et post-urgence dans le contexte français

Méthode (2/4)

- Questions abordées lors de la discussion des études de cas :
 - Quels enseignements du cas par rapport aux conditions et moyens qu'ont les acteurs locaux de reconstruire des conditions de vie dignes ?
 - A quelles incertitudes les acteurs locaux sont-ils confrontés dans ce processus et comment les gèrent-ils ?
 - Quelle influence des stratégies de gestion de l'urgence et du post-urgence sur la capacité des acteurs locaux à construire leurs choix en vue de reconstruire des conditions de vie dignes ?

Méthode (3/4)

- Pourquoi aborder la question des conditions de vie dignes ?
 - Un constat : la gestion post-accidentelle apporte un cadre, des ressources, des moyens, ... mais seules les personnes sont capables et légitimes pour décider de leur avenir (dans le cadre défini par les autorités publiques)
 - Une façon d'aborder conjointement les dimensions de protection des personnes (santé, radioprotection) et les autres dimensions (humaines, environnementales, économiques, ...) de la vie des personnes affectées
 - Permettre aux personnes de reconstruire des conditions de vie dignes : un objectif commun potentiel pour tous les types d'acteurs.

Méthode (4/4)

- Différentes dimensions dans la question des conditions de vie dignes :
 - Un environnement permettant aux personnes d'avoir une capacité effective de répondre à leurs besoins essentiels
 - Capacité effective à accéder à une information pertinente et fiable
 - Intégrité des personnes et capacités effectives d'action des personnes
 - Capacité des personnes à agir avec les autres
 - Capacité des personnes à bénéficier de leur environnement politique et à agir sur celui-ci
 - Ancrage territorial et culturel des personnes et des communautés
 - Dimensions symboliques et spirituelles



- Merci de votre attention.
- Questions ?